

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINT-PIERRE

ARRETE TVX 0455 PR2023

**PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION
ET DU STATIONNEMENT DANS LA RUE DU COTEAU A LA CAFRINE
AINSI QUE L'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
COMMUNAL
EN FAVEUR DE MONSIEUR LUDOVIC CATAN**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU les articles L 2131-1, L 2212-2 et suivants, L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3 et suivants, 2214-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la Route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412.51, R.417, R 417-10, R 417-11 et suivants;

VU le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.622-2, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du **21 février 2023, Affaire N° 23/1072** portant modification de la tarification des redevances pour occupation du domaine public et autres prestations de service ;

VU l'arrêté N° 1793 du 26 juillet 2021 portant modification de l'arrêté N°848 du 13/01/2020 modifié portant institution d'une régie de recettes pour des droits de place et d'occupation du domaine public ou privé de la commune ;

VU l'arrêté municipal DRH2023-169 portant délégation de signature à Madame Magalie POTHIN Directrice générale Adjointe des Services ;

VU le règlement de la Voirie Communale ;

CONSIDERANT la demande de **Monsieur Ludovic CATAN** (Tél : 0693 81.12.86 - Mail : ludovic.catan@outlook.fr / fabien.berrichon@live.fr), d'occuper le domaine public **pour réaliser des travaux de coulage de béton**, au niveau du N°30, rue du Coteau à la Cafrine, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement ainsi que de l'autoriser à occuper le domaine public communal, **LE 09 JUIN 2023.**



ARRETE

ARTICLE 1/ Monsieur Ludovic CATAN est autorisé à occuper le domaine public, LE 09 JUIN 2023, de 08h00 à 13h00, au niveau du N°30, rue du Coteau à la Cafrine.

ARTICLE 2/ La circulation est interdite.

ARTICLE 3/ Une déviation est mise en place par les rues adjacentes.

ARTICLE 4/ Des panneaux « route barrée » doivent être mis en place.

ARTICLE 5/ Un accès riverain est maintenu en permanence ainsi que pour les véhicules de secours.

ARTICLE 6/ Le stationnement est interdit au point d'intervention et toute gêne occasionnera la mise en fourrière des véhicules.

ARTICLE 7/ L'entreprise est tenue de mettre en place une protection sur la chaussée de type Bidim le temps du coulage de béton.

ARTICLE 8/ L'occupation du domaine public représente une superficie de 20 m².

ARTICLE 9/ En contrepartie de cette occupation du domaine public communal, Monsieur Ludovic CATAN doit s'acquitter d'un droit de voirie d'un montant de VINGT EUROS (20 €), correspondant à une surface occupée de 20 m² à raison de 1 €/m² /jour.

Le paiement se fera dans les 45 jours qui suivent la date de démarrage des travaux soit :

- en Régie au 15, rue Victor le Vigoureux – 97410 SAINT-PIERRE
Tél : 0262 96.66.80
- par voie postale adressée à : Service Réglementation - Hôtel de Ville, rue Méziaire Guignard – B.P 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX

Modes de règlement :

- chèque libellé à Trésor Public
- CB
- espèces pour un montant n'excédant pas les 300 €

A défaut, un titre de recette sera émis au Trésor Public pour recouvrement de la redevance.

ARTICLE 10/ Monsieur Ludovic CATAN est tenu de souscrire à une assurance responsabilité civile couvrant les dommages de toute nature qu'il serait susceptible de causer à autrui, à ses biens ou au domaine.



ARTICLE 11/ Le présent arrêté sera dûment affiché dans sa totalité sur les panneaux de signalisation des travaux de début et fin de chantier selon les règles en vigueur.

L'intervenant est tenu de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire en vigueur conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livret 1-huitième partie signalisation temporaire) approuvée le 06 novembre 1992.

ARTICLE 12/ Si un changement survient pendant la période d'occupation du domaine public, **Monsieur Ludovic CATAN** est tenu d'en informer la commune dans les plus brefs délais ; faute de quoi, il reste titulaire de cette autorisation jusqu'à sa limite de validité et par conséquent responsable selon les termes du présent arrêté.

ARTICLE 13/ Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 14/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard – BP 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX qui a pris l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon -97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

ARTICLE 15/ Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale et l'intervenant sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le

08 JUIN 2023

Le Maire

Pour le Maire et par Délégation
La Directrice Générale Adjointe
des Services

Magalie POTHIN

